



## Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

### Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31<sup>ème</sup> réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

### Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

## 1. Informations générales et financières

### 1.1. Données démographiques et économiques

#### 1.1.1. Habitants et informations économiques



##### 001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[ 5 521 773 ]

Commentaires Number of inhabitants on 31 December 2018.

## 002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	56 192 283 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

## 003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[ 42 340 ]

Commentaires

## 004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[ 41 580 ]

NA

Commentaires In 2018, the average gross annual salary was EUR 3465 per month. Correspondingly, the median was EUR 3079 per month. The most common monthly earnings of all full-time wage and salary earners was EUR 2600 per month.

## 005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[            ]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

## A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Statistics Finland: <http://www.stat.fi/>.

### 1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b>	272 138 000 [ ] NA [ ] NAP	277 754 444 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	191 647 460 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation</b>	[ X ] NA [ ] NAP	21 190 865 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	9 976 821 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	34 440 909 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>	[ ] NA [ X ] NAP	948 000 [ ] NA [ ] NAP
<b>7. Autres (veuillez préciser)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	19 550 389 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The implemented budget for computerisation increased significantly in 2018 compared to 2017 and 2016. The main reasons for this are the two large IT development projects called the AIPA project and the HAIPA project which are both in progress. For more information about the projects, please see the question 208.

**007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	( ) Oui ( X ) Non
en matière autre que pénale	( ) Oui ( X ) Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- No court fee is required to be paid to start the court proceedings. The court fee is collected after the proceedings has finished.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires No court fee is required to be paid to start the proceedings. The court fee is collected after the proceedings has finished.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[ 45 297 274 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	93 700 000 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires The total amount includes the expenses of the public legal aid offices (net EUR 24.500.000) and the fees and compensations paid to the private lawyers in legal aid matters (EUR 69.200.000).

**012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.**

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>	91 300 000 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The total amount includes the expenses of the public legal aid offices (net EUR 23.100.000) and the fees and compensations paid to the private lawyers in legal aid matters (EUR 68.200.000).

In 2018, the legal aid offices issued approximately 3.300 new legal aid decisions in matters concerning international protection, which was approximately 1.000 decisions less than the year before. The reduction in the number of new asylum seekers applying for legal aid ensued from a drop in the number of persons applying for asylum in Finland.

**013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)</b>	45 042 000 [ ] NA [ ] NAP	45 042 000 [ ] NA [ ] NAP
<b>13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

**014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :**

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
<b>Ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Autre ministère</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Parlement</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

<b>Cour Suprême</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b>	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
<b>Tribunaux</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Organisme d'inspection</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Autre</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser :

### 014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	<b>Préparation du budget</b>	<b>Arbitrage et répartition du budget</b>	<b>Gestion quotidienne du budget</b>	<b>Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget</b>
<b>Conseil d'administration</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Président du tribunal</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Directeur administratif du tribunal</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Greffier en chef</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

### A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : The Ministry of Justice.

### 1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	926 866 000 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

### 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	( X )	( )	( )
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	( X )	( )	( )
Ministère public (voir question 13 ou 7)	( X )	( )	( )

### 015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	( X )	( )	( )
Service de probation	( X )	( )	( )
Conseil supérieur de la magistrature	( )	( )	( X )
Cour constitutionnelle	( )	( )	( X )
Service de gestion du système judiciaire	( X )	( )	( )
Service de l'avocat d'Etat	( X )	( )	( )
Service de l'exécution	( X )	( )	( )
Notariat	( )	( )	( X )
Service d'expertise légale	( )	( X )	( )
Protection judiciaire de la jeunesse	( )	( X )	( )
Fonctionnement du ministère de la Justice	( X )	( )	( )
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	( )	( X )	( )

Service d'immigration	( )	( X )	( )
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	( )	( X )	( )
Autres	( X )	( )	( )

Si « autres », veuillez préciser :

### A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : The Ministry of Justice.

## 2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

### 2.1. Aide judiciaire

#### 2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

#### 016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP

#### 016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- Legal aid is provided at the expense of the state to persons who need expert assistance in a legal matter and who are unable to meet the costs of proceedings as a result of their economic situation. Legal aid covers the provision of legal advice, the necessary measures and representation before a court of law and another authority, and the waiver of certain expenses related to the consideration of the matter. Legal aid is not provided to a company or a corporation. The legal aid does not cover the legal costs of the opposite party. The legal aid system used in Finland is known internationally as a mixed legal aid model. Legal aid services employ both public and private service providers. This means that a person entitled to state-funded legal aid can choose whether he or she wants to use the services of a public or private lawyer. No distinction of primary v. secondary legal aid services can be made. The biggest distinction between the services of the legal aid offices and those provided by private lawyers is that the private lawyers are only allowed to handle legal aid cases involving court proceedings. This leaves all out-of-court issues (such as providing legal advice or document drafting) under the jurisdiction of the legal aid offices.



**017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?**

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

**018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?**

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

**019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?**

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire**

**020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :**

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
<b>TOTAL</b>	80 728 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière pénale</b>	28 791 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière autre que pénale</b>	51 937 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The public legal aid offices received a total of 48 045 cases of which 6 751 were criminal cases and 41 294 other than criminal cases. 20 % of cases dealt with by the legal aid offices were closed with court proceedings. Private lawyers received 32 683 legal aid cases of which 22 040 were criminal cases and 10 643 other than criminal cases.

**021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?**

	<b>Assistance gratuite d'un avocat</b>
<b>Personnes mises en cause</b>	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes</b>	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?**

	<b>libre choix de l'avocat</b>
<b>Personnes mises en cause</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Victimes</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

Commentaires

**023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

	<b>Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)</b>	<b>Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)</b>
<b>Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale</b>	[ X ] NA [ ] NAP	5 000 [ ] NA [ ] NAP
<b>Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale</b>	[ X ] NA [ ] NAP	5 000 [ ] NA [ ] NAP
<b>Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale</b>	[ X ] NA [ ] NAP	5 000 [ ] NA [ ] NAP
<b>Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale</b>	[ X ] NA [ ] NAP	5 000 [ ] NA [ ] NAP

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

( ) le tribunal

( ) une instance extérieure au tribunal

( X ) une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

**027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	( X ) Oui ( ) Non
en matière autre que pénale	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires

**B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :**

Sources : Question 20: The case management system for legal aid cases (Romeo).  
Question 23: The Legal Aid Act and The Government Decree on Legal Aid.

**2.2. Usagers des tribunaux et victimes**

**2.2.1. Droits des usagers et victimes**

**028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :**

Oui	Adresse(s) internet :
-----	-----------------------

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	( )	( X ) <a href="http://www.finlex.fi">http://www.finlex.fi</a>
à la jurisprudence des hautes juridictions	( )	( X ) <a href="http://www.finlex.fi">http://www.finlex.fi</a> , <a href="http://korkeinoikeus.fi/fi/index/ennakkopaatokset.html">http://korkeinoikeus.fi/fi/index/ennakkopaatokset.html</a>
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	( )	( X ) <a href="http://oikeus.fi/fi/index/lomakkeet.html">http://oikeus.fi/fi/index/lomakkeet.html</a> , <a href="http://www.suomi.fi/etusivu/">http://www.suomi.fi/etusivu/</a>

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : There are forms and information available for example for an adoption, appealing a judgment, applying for a restraining order, legal aid, recovery proceedings, divorce and applying for debt adjustment.

### 029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- ( ) Oui, toujours  
 ( ) Non  
 ( X ) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

### 030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

- ( X ) Oui  
 ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Victimes du terrorisme	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Victimes de violence domestique	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Minorités ethniques	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Personnes handicapées	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Délinquants mineurs	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
-------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : Please see the general comment.

**031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) :

**032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?**

- Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :any which has caused damage
- Non

Commentaires

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :**

- d'un dispositif avec des fonds publics
- des dommages et intérêts à payer par la personne responsable
- d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

**034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

**035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une**

affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

### 037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
<b>Total</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Durée excessive de la procédure</b>	69 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	28 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	200 639 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Non-exécution des décisions de justice</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Arrestation injustifiée</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	512 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 397 283 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Condamnation injustifiée</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autre</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

### 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
<b>1. Enquêtes auprès des juges</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

**040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Ministère de la Justice	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Conseil supérieur de la magistrature	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

### 041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Instance supérieure	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Ministère de la Justice	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	555 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : The number of incoming cases: the Parliamentary Ombudsman 199 cases and the Chancellor of Justice 356 cases. The number of complaints varies year to year.

## 3. Organisation des tribunaux

### 3.1. Tribunaux

#### 3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	27 [ ] NA [ ] NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	9 [ ] NA [ ] NAP



42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	71 [ ] NA [ ] NAP
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------

Commentaires

### 043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	9 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	1 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des faillites	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux du travail	1 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux administratifs	6 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	1 [ ] NA [ ] NAP
Tribunaux militaires	[ ] NA [ X ] NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions :

**044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser : As of 1 January 2019, the district courts will be centralised by decreasing the number of the courts from 27 to 20. A court can have more than one office. The number of the district courts' offices will be reduced from 57 to 36 offices. As of 1 September 2019, undisputed civil cases (for example debt collection, unpaid rents, other small debts and eviction cases) which are handled and decided in summary proceedings will be centralised from all 20 district courts to nine district courts.

**045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :**

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
le licenciement	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
le vol avec violence	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
faillite	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?**

Oui

Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : 'Small claims' as a legal term doesn't exist in Finland. If the case concerns a debt of a specific amount in euro, restoration of possession or a disrupted circumstance or an eviction and the plaintiff in the application for summons states that to his/her knowledge the matter will not be disputed by the defendant, the case is an undisputed civil case handled and decided in summary proceedings. If the defendant disputes the claim, the case is transferred to be handled and decided as a regular civil dispute case.

**045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :**

[ 0 ]

Commentaires There are no regulations on the value of an undisputed civil case handled and decided in summary proceedings. In general, the value of the claim is relatively low.

**C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:**

Sources : The Ministry of Justice and the Code of Judicial Procedure:

### 3.2. Personnel des tribunaux

#### 3.2.1. Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	1 081 [ ] NA [ ] NAP	452 [ ] NA [ ] NAP	629 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	850 [ ] NA [ ] NAP	344 [ ] NA [ ] NAP	506 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	184 [ ] NA [ ] NAP	78 [ ] NA [ ] NAP	106 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	47 [ ] NA [ ] NAP	30 [ ] NA [ ] NAP	17 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	43 [ ] NA [ ] NAP	33 [ ] NA [ ] NAP	10 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	36 [ ] NA [ ] NAP	27 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	5 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	2 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	<b>Donnée</b>
<b>Donnée brute</b>	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Donnée en équivalent temps plein</b>	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

**048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?**

( ) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

**049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :**

	<b>Donnée</b>
<b>Donnée brute</b>	1 477 [ ] NA [ ] NAP
<b>Donnée en équivalent temps plein</b>	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires The gross figure refers to lay judges. In district courts, a judge can hear and decide a criminal case if the maximum penalty of an offence is up to two years of imprisonment. If the the maximum penalty of an offence is more than two years of imprisonment, the case is heard and decided by a judge and two lay judges.

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	( )	( )	( X )
affaires pénales (infractions mineures)	( )	( X )	( )
affaires familiales	( )	( X )	( )
affaires de droit du travail	( )	( X )	( )

affaires de droit social	( )	( X )	( )
affaires commerciales	( )	( X )	( )
affaires de faillite	( )	( X )	( )
autre affaires civiles	( )	( X )	( )

[ ] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

**050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?**

[ ] affaires pénales

[ ] affaires autres que pénales

Commentaires

**051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?**

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

**052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	2 131 [ ] NA [ ] NAP	488 [ ] NA [ ] NAP	1 643 [ ] NA [ ] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres personnels non juges	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : The total non-judge staff includes office staff 1435, summoners 263, trainee district judges 136 and referendaries 297.

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)**

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	2 131 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	488 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 643 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	1 751 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	399 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 352 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	234 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	51 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	183 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	146 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	108 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)

- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

### 054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

#### 054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) : Office stationery supplies

Commentaires Other types of services: Office stationery supplies

### C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : The Ministry of Justice.

## 3.3. Ministère public

### 3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	393 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	169 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	224 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	393 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	169 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	224 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

### 056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)</b>	13 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : The Prosecutor General, the Deputy Prosecutor General and 11 heads of the local prosecution offices.

New heads of prosecution offices have been appointed and more of them are females.

### 057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions : If a prosecutor has decided not to prosecute, the injured party has the right to self bring a charge for the offence in order to have the case heard by a court. The Chancellor of Justice of the Government and the Parliamentary Ombudsman may also prosecute or order the charges to be brought in matters falling within the scope of their supervisory authority.

#### 057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[ 2 ]

NA

#### 059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

#### 059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence



## domestique et violence sexuelle ?

Oui

Non

Commentaires There are four prosecutors specialised in for example domestic violence and sexual violence offences (specific crimes against individuals) and more than 10 prosecutors who are specialising in these offences.

**060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	164 [ ] NA	10 [ ] NA	154 [ ] NA

Commentaires More staff has been recruited.

The number of males has increased.

## C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Ministry of Justice and The Office of the Prosecutor General.

### 3.4.Parité hommes/femmes

#### 3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

**061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :**

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	<input checked="" type="checkbox"/> General legislation on Legislation on gender equality	<input type="checkbox"/>
des procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> General legislation on Legislation on gender equality	<input type="checkbox"/>
du personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/> General legislation on Legislation on gender equality	<input type="checkbox"/>
des avocats	<input checked="" type="checkbox"/> General legislation on Legislation on gender equality	<input type="checkbox"/>
des notaires	<input checked="" type="checkbox"/> General legislation on Legislation on gender equality	<input type="checkbox"/>
des agents d'exécution	<input checked="" type="checkbox"/> General legislation on Legislation on gender equality	<input type="checkbox"/>

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : General legislation on Legislation on gender equality

**061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :**

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**3.4.2 Au niveau national**

**061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :**

	Oui	Non
les juges	( X )	( )
les procureurs	( X )	( )
le personnel non-juge	( X )	( )
les avocats	( X )	( )
les notaires	( )	( X )
les agents d'exécution	( X )	( )

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? The courts, the prosecution service and the enforcement service collect statistics on the distribution of males and females.

For the distribution of males and females within the prosecution service, please see answers 55, 56 and 60.

For the distribution of male and female judges and non-judge staff within the courts, please see answers 46, 47 and 52.

According to the statistics of the Finnish Bar Association, in 2018 there were in total 2143 attorneys-at-law out of which 68 % were males

and 32 % females. Please note that there are also other lawyers in Finland.

According to the enforcement authorities statistics the personnel distribution by gender was as follows in November 2018: chief bailiffs of regional enforcement offices / head bailiffs of enforcement units: male 65%, female 35%, enforcement officers: male 52%, female 48% and office personnel: female 94%, male 6%.

**061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	( )	( X )
la promotion des juges	( )	( X )
le recrutement des procureurs	( )	( X )
la promotion des procureurs	( )	( X )
le recrutement du personnel non-juge	( )	( X )
la promotion du personnel non-juge	( )	( X )

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires The Ombudsman for Equality is an independent authority whose main duty is to supervise compliance with the Act on Equality between Women and Men. However, he supervises all public authorities and private employers and not just the justice system.

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte)

[ X ] NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

**061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :**

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

### **3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public**

**061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :**

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	( )	( X )
dans les services du ministère public (procureurs)	( )	( X )
pour le personnel non-juge des tribunaux	( )	( X )

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	( )	( X )
Répartition de la charge de travail	( )	( X )
Horaires de travail	( )	( X )
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	( )	( X )
Remplacement des personnes absentes	( )	( X )
Organisation des audiences	( )	( X )
Autres	( )	( X )

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

**061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :**

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

**061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :**

Oui, veuillez préciser

Non

les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	( )	( X )
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	( X )	( )
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	( )	( X )

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . In certain types of cases, such as sexual offences and child custody disputes there are both male and female judges and lay judges allocated to decide the cases.

### 3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

#### 3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

##### 062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires The Ministry of Finance has a public administration ICT function that guides the entire public administration of ICT. The Ministry of Justice draws up a strategy for its own administration based on policies by the Ministry of Finance.

##### 065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

( ) personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

( X ) équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

( ) autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) There is ICT administrative and

judicial staff in the Ministry of Justice who are responsible of the strategies and the governance of the judicial system modernisation.

**065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?**

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications projets
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

**065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?**

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) An information management expert at the Ministry of Justice collects development needs and changes in operations that can be supported by the ICT. Development needs are discussed twice a year. There are also development teams gathered from the professionals in the field who plan improvements to information systems

**065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?**

Oui

Non

**065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :**

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser .....

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

**3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel**

**065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?**

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) Before introducing new IT systems, they are subject to security audit and an impact assessment of data protection.

**065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) The courts follow the GDPR legislation. The Office of the Data Protection Ombudsman supervises the legality of processing personal data and the implementation of the data protection rights of individuals.

**3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision**

**062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?**

Oui

No

Commentaires

**062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non



<b>Administrative</b>	( ) Oui pour tous les jugements ( X ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( X ) Non	( ) Oui pour tous les jugements ( X ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
-----------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

### 062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

#### 062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[ ] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[ X ] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[ X ] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès The head of the court authorises the access and the ICT Centre adds rights to the system.

### 3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

### 062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

#### 062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA
<b>Pénale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA

<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## 062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires Dictation tools are no longer used as they are considered to be old-fashioned technology. Witness statements are recorded in the courts to a centralized server from which they can be accessed by a higher court handling the appeal. Voice recognition tools are tested, but there is not good enough product yet on the market for the Finnish language.

### 062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

## 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion

## d'information/actualités ?

### Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires

## 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

### 063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

#### 063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co mnexion d'un CMS avec un outil statistique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input checked="" type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input checked="" type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> les deux <input checked="" type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input checked="" type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
<b>Registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Registre relatif aux entreprises</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser The Land Registry is managed by the National Land Survey of Finland and the Finnish Trade Register is managed by the Finnish Patent and Registration Office. Both are centralized registries and courts have access to them.

### 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)

<b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Gestion des frais de justice</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Autres (préciser en commentaires)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

**063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)**

Oui

Non

Commentaires The courts and the prosecutors offices use Business Objects XI software (BOXI) which is now updated to Business Objects Board software (BOB). In administrative courts, Power BI software which is integrated to case management system is being tested.

**063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	<b>Taux de déploiement des outils</b>	<b>Données utilisées pour un pilotage au niveau national</b>	<b>Données utilisées pour un pilotage au niveau local</b>	<b>Outil intégré dans le CMS</b>
<b>Pour les juges</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour les procureurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100%	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui
	<input type="checkbox"/> 50-99%	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> 10-49%	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> 1-9%	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP
	<input type="checkbox"/> 0% (NAP)			
	<input type="checkbox"/> NA			

### 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

Oui

Non

Commentaires

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	<b>Taux de disponibilité</b>	<b>Saisine papier obligatoire en parallèle</b>	<b>Cadre législatif spécifique autorisant la saisine</b>	<b>Outil intégré/connecté dans le CMS</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

**064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?**

Oui

Non

Commentaires

**064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	<b>Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique</b>
<b>Taux de disponibilité</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Information disponible dans le CMS</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

**064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)**

Oui

Non

Commentaires

**064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	<b>Convocations générées par le CMS</b>	<b>Convocation papier obligatoire en parallèle</b>	<b>Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique</b>	<b>Modalités (si autres préciser en commentaires)</b>	<b>Cadre législatif spécifique</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/>

<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

**064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

**Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties**

Oui

Non

**Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat**

Oui

Non

Commentaires The documents can be sent by e-mail.

**064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique



<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique

<b>Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<b>Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Services de police judiciaire</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)**

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. Citizens and companies may file an application for a summons concerning an undisputed debt to the district court online by using the electronic services.

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).**

Oui

Non

Commentaires There are videoconferencing devices in all courts in Finland. However, videoconferencing is mainly used in civil and criminal matters. A preparatory hearing before the main hearing can be organised using videoconferencing. Parties and witnesses can be heard using videoconferencing in the main hearing. Decisions on whether a person will be kept detained are commonly given using videoconferencing with the judge(s) and a prosecutor or a policeman being present at the court and the detained person and his/her counsel being in the prison. The use of these devices reduces the need to transfer detained parties to the court, reduces travel time and travel costs of the parties and their counsels and ensures that the court hearings can be organised as the parties do not have to travel to the court handling the case but to the court nearest to them. A legislative initiative to video record the witness statements in the district courts and to watch the video recordings in the courts of appeal is being prepared at the Ministry of Justice.

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :**

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

**064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)**

Oui

Non

Commentaires Nowadays only the sound of the witness statements is recorded. A legislative initiative to video record the witness statements in the district courts and to watch the video recordings in the courts of appeal is being prepared at the Ministry of Justice.

**064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	<b>Admissibilité de la preuve électronique</b>	<b>Cadre législatif</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

### 3.6. Performance et évaluation

#### 3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

**066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de**

## qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	( ) Oui ( X ) Non
dans les services du ministère public	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

### 3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

[ X ] nombre de nouvelles affaires

[ X ] durée des procédures (délais)

[ X ] nombre d'affaires terminées

[ X ] nombre d'affaires pendantes

[ X ] stocks d'affaires

[ X ] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[ ] satisfaction du personnel des tribunaux

[ ] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[ ] coûts des procédures judiciaires

[ X ] nombre de recours

[ X ] taux de recours

[ X ] clearance rate

[ X ] disposition time

[ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires Statistics Finland no longer collects statistical data regarding the functioning of the courts and the judiciary. The Ministry of Justice collects data and publishes the annual operational statistics, please see for example Courts statistics 2018 (in Finnish):

<http://urn.fi/URN:ISBN:978-952-259-745-8>

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires The evaluation is used for later allocation of resources in the courts but the evaluation is not the main criteria when allocating the resources.

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

Oui

Non

Commentaires

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : When necessary.

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

Oui

Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :**

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :**

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)



- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):**

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

**072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?**

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
<b>dans les tribunaux</b>	( X ) The time the case is pending in a court is monitored.	( )
<b>dans les services du ministère public</b>	( X )	( )

Commentaires Within the courts, the time the case is pending in a court is monitored.

**3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

- ( X ) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Ministry of Justice
- ( ) Non

Commentaires The Ministry of Justice collects statistical data regarding the functioning of the courts and publishes the annual operational statistics.

**080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:**

- ( X ) Oui, sur internet
- ( ) Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- ( ) Non

Commentaires Please see for example courts' statistics 2018 (in Finnish): <http://urn.fi/URN:ISBN:978-952-259-745-8>

**080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : .....

Non

Commentaires The Office of the Prosecutor General collects data regarding the prosecution service.

**080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?**

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

**081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : The Office of the Prosecutor General reports the situation, statistics and other significant matters and possible changes concerning the prosecution service to the Ministry of Justice twice a year. The first report is from January to June and the second report the whole past year.

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Twice a year.

### 3.6.5 Administration des tribunaux

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

Oui

Non

Commentaires

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

( ) Annuelle

( ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

**083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

[ ] Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)

[ ] Procureur général /Procureur de la République

[ ] Conseil supérieur des procureurs

[ X ] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation**

( ) Annuelle

( ) Moins fréquente

( ) Plus fréquente

Commentaires

**C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

## 4. Procès équitable

### 4.1. Principes

#### 4.1.1. Principes du procès équitable

**084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?**

[            ]

[ X ] NA

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

**085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

**085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :**

[            ]

[ X ] NA

Commentaires

**086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?**

[ X ] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[ X ] Pour les procédures civiles (durée)

[ X ] Pour les procédures pénales (durée)

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées):

**086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires

## **D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.**

Sources : The Ministry of Justice.

### **4.2. Durée des procédures**

#### **4.2.1. Informations générales**

##### **087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :**

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

##### **088. Existe-t-il des procédures simplifiées :**

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

##### **088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?**

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : No.

##### **089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?**

Oui

Non



## 4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance

### 091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	154 229 [ ] NA [ ] NAP	499 995 [ ] NA [ ] NAP	529 974 [ ] NA [ ] NAP	124 250 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	6 487 [ ] NA [ ] NAP	8 244 [ ] NA [ ] NAP	8 427 [ ] NA [ ] NAP	6 304 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	121 848 [ ] NA [ ] NAP	457 303 [ ] NA [ ] NAP	484 490 [ ] NA [ ] NAP	94 661 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	121 848 [ ] NA [ ] NAP	457 303 [ ] NA [ ] NAP	484 490 [ ] NA [ ] NAP	94 661 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	20 765 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 593 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 608 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 750 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres affaires</b>	5 129 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 855 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 449 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 535 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The number mentioned in category 3 includes cases dealt by the administrative courts, the Market Court and the Insurance Court.

The number of administrative cases increased dramatically in 2016 due to the asylum crisis. Accordingly, more judges were hired to deal with cases and make the procedure more effective. The limits in which cases have to be handled have also been shortened in order to reduce the number of pending cases. To tackle this crisis, a legislative reform decentralized the asylum cases from one administrative court (Helsinki) to three other administrative courts as well.

As to "civil and commercial litigious cases", we can notice a very high Clearance Rate for 2016 due to the fact that in 2016 the number of incoming civil cases decreased and courts were able to deal with pending cases. Accordingly, the number of pending cases decreased between 2016 and 2018.

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. 2.1 General civil (and commercial) non-litigious cases: The number includes cases dealt in the summary proceedings (uncontested payment orders), divorce cases and petitions. Enforcement cases: The enforcement authorities have the competence to decide on enforcement cases, not the courts. Cases mentioned here are appeals of enforcement measures to the district courts.

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. 4 Other: The number includes land right law cases, temporary procedural remedy cases, adjustment of the debts of a private individual cases, restructuring of enterprises cases and bankruptcy cases dealt by courts. The number includes also all the cases dealt with by the Labour Court.

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	18 668 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	58 716 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	56 001 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 383 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP



<b>1. Infractions graves</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Autres affaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. There is no particular explanation regarding the decreased clearance rate of criminal cases.

#### 4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance



#### **097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »**

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	1 456 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	2 739 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	2 905 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 290 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	1 267 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	2 163 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	2 310 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 120 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	138 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	529 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	550 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	117 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	138 [ ] NA [ ] NAP	529 [ ] NA [ ] NAP	550 [ ] NA [ ] NAP	117 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	51 [ ] NA [ ] NAP	47 [ ] NA [ ] NAP	45 [ ] NA [ ] NAP	53 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. In 2017, the number of incoming cases has decreased for example due to some procedural changes and the courts have been able to resolve more pending cases. Accordingly, the number of pending cases at the beginning of 2018 has decreased.

### 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	2 329 [ ] NA [ ] NAP	5 577 [ ] NA [ ] NAP	5 272 [ ] NA [ ] NAP	2 634 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>1. Infractions graves</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Autres affaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

#### 4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



##### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	3 648 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	7 321 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	7 155 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	3 814 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	359 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	767 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	829 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	297 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	3 057 [ ] NA [ ] NAP	6 199 [ ] NA [ ] NAP	5 902 [ ] NA [ ] NAP	3 354 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	232 [ ] NA [ ] NAP	355 [ ] NA [ ] NAP	424 [ ] NA [ ] NAP	163 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The total of incoming other than criminal cases decreased slightly in 2018 compared to 2017. The number of administrative law cases decreased slightly in 2018 but is still high. The general increase is mostly a consequence of the asylum crisis and the fact that cases from the administrative courts have reached the highest instance in 2017 and 2018.

### 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

#### 099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [ 0 ]

d'affaires classées par cette procédure ? [ 0 ]

Commentaires The numbers of cases is NA.

### 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	416 [ ] NA [ ] NAP	887 [ ] NA [ ] NAP	1 050 [ ] NA [ ] NAP	253 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

<b>1. Infractions graves</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Autres affaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

#### 4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

**101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.**

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
<b>Divorce contentieux</b>	11 444 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 001 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 579 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 866 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Licenciement</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	529 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Faillite</b>	1 745 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 801 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 654 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 892 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vol avec violence</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	369 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Homicide volontaire</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)</b>	5 191 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 332 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 198 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 325 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers</b>	1 340 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 412 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 720 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 032 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires In 2016, the number of incoming cases relating to asylum seekers increased dramatically due to the asylum crisis. In 2018, the number of incoming cases relating to asylum seekers was considerably lower than in 2016.

For the decreased number of resolved cases relating to the right of entry and stay for aliens, the only explanation is the general bigger case load in the administrative courts.

**101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

. In Finland, a person who has got a declined decision concerning asylum or permit of residence or has been refused the entry by the Finnish Immigration Service has the right to appeal the decision to the administrative court. The decision may be appealed further to the Supreme Administrative Court if the court grants a leave of appeal. The person has the right to get a legal counsel and possibly legal aid.

**102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.**

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
<b>Affaires civiles et commerciales contentieuses</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	96 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	198 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Divorce contentieux</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	238 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	102 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	63 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Licenciement</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	375 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Faillite</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	263 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	73 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	175 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Vol avec violence</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	198 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	201 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	161 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
<b>Homicide volontaire</b>	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	123 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	243 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	172 <input type="checkbox"/> ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP

Commentaires

**103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :**

. A marriage may be dissolved by a court decision (divorce). A divorce can be granted after a reconsideration period of six months or immediately if the spouses have lived separated for the past two years without interruption and can prove that with an official document. When handling a divorce case, the court does not examine the reasons for a divorce application. A divorce case becomes pending in the district court by a written application for a divorce which can be filed either by the spouses jointly or one spouse alone. If a spouse alone has applied for a divorce, the other spouse is notified about the application and then handling the case is postponed until further notice. Once the reconsideration period has ended, the spouses jointly or one spouse alone may file an application for a final divorce. The application must, however, be filed within one year from the beginning of the reconsideration period. Then the district court can grant the spouses a divorce.

**104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

. The length of court proceedings is calculated from the day when the case becomes pending in a court of until the day when the judgment or decision is given. Timeframes are calculated via automated case management system which provides information about the duration of procedures in every single case as necessary.

**4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public**



**105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :**

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autres attributions significatives (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :**

- affaire civiles
- affaires administratives
- affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires penales en première instance**

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
<b>Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur</b>	91 059	29 299	23	58 430
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires With regard to the observed decrease in the number of cases "concluded by a penalty", there were 507 penalty notices given by the prosecutor in 2016 but only 23 in 2018.

**107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?**

	Nombre de procédures du plaider coupable
<b>Total</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pendant la procédure judiciaire</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires There were less than 100 plea bargaining cases in 2018. The exact number is not available.

**108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.**

	Nombre d'affaires
<b>Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)</b>	29 299 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The number of discontinued cases includes the number of cases in which the prosecutor has waived the charges before the trial and restricted the pre-trial investigation in a way that the case is not considered for charges.

**109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?**

Oui

Non

Commentaires

**D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.**

Sources : The Ministry of Justice and the Office of the Prosecutor General.



---

## 5. Carrière des juges et procureurs

### 5.1. Recrutement et promotion

#### 5.1.1. Recrutement et promotion des juges

##### 110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : By the courts and the Judicial Appointments Board.

Commentaires

##### 111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de juges

une instance composée seulement de non juges

une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

##### 112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

##### 113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

##### 113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

## **5.1.2.Statuts, recrutement et promotion des procureurs**

### **115. Le ministère public est-il :**

statutairement indépendant

sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

### **115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### **116. Comment sont recrutés les procureurs ?**

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

une instance composée seulement de procureurs

une instance composée seulement de non procureurs

une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

### **118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?**

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires

### **119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)**

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

## 119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez co h  les cases « performance » ou « autre(s)»):

### 5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

#### 121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (  savoir "  vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :68

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

#### 121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....

Non

Commentaires

#### 122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

Non

Commentaires

#### 123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (  savoir «   vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :68

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?**

( ) Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

( X ) Non

Commentaires

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires A judge may be appointed for a fixed term if the permanent judge position is vacant or a judge is unable to attend to his or her duties or is on annual holiday. A court may appoint a judge for a fixed term also if this is necessary due to the number or nature of the cases to be considered or if this is necessary for another special reason.

As of 2017, all chief judges are appointed for a fixed term of seven years at a time. However, the term of a chief judge may not extend beyond the mandatory age of retirement for judges provided in law. The term is renewable. This does not apply to the presidents of the Supreme Court and the Supreme Administrative Court.

**125-1. Est-il renouvelable ?**

( ) Oui

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

**126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?**

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

**126-1. Est-il renouvelable ?**

( ) Oui

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

**E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :**

Sources : The Ministry of Justice and the Office of Prosecutor General.

## 5.2. Formation

### 5.2.1. Formation des juges

#### 127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

#### 128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue à l'éthique</b>	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

## 5.2.2. Formation des procureurs

### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
<b>Formation initiale</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Formation continue générale</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Formation continue à l'éthique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
<b>Formation continue générale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

### 131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires

### 131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

### 131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. Judges attend training courses organised by the Ministry of Justice, the Judicial Training Board and the courts themselves.  
Prosecutors attend training courses organised by the Office of the Prosecutor General, the Ministry of Justice and the prosecutors

offices.

### 131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
<b>Total</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Seulement pour les juges</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Seulement pour les procureurs</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Seulement pour le personnel non-juge</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Seulement pour le personnel non-procureur</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Autres formations communes</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires :

### E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : The Ministry of Justice and the Office of Prosecutor General.

## 5.3.Exercice de la profession

### 5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
<b>Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière</b>	63 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP



Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	132 000 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Procureur au début de sa carrière	48 800 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires

### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Retraite spécifique	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Logement de fonction	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Autre avantage financier	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

[ X ] NAP

### 135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Recherche et publication	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Arbitrage	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

<b>Consultant</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Fonction politique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Médiateur</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autre fonction</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

### 137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Fonction politique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Médiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : District Prosecutors shall not act as an attorney-at-law or a counsel without the permission of the Office of the Prosecutor General. Secondary occupations not requiring permission shall be notified to the Office of the Prosecutor General.

### 139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- ( ) Oui  
( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

## 5.3.2 Institution/organe d'éthique

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

NAP

**138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?**

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

NAP

## **5.4.Procédures disciplinaires**

## 5.4.1. Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions



### **140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?**

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : The Chancellor of Justice
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

### **141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :**

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : The Chancellor of Justice
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

### **142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)**

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

Autre (veuillez préciser) :The Chancellor of Justice

Commentaires

### 143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) :Chancellor of Justice

Commentaires

### 5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (1+2+3+4)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Faute déontologique</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Insuffisance professionnelle</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Délit pénal</b>	30 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre</b>	635 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	185 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The Parliamentary Ombudsman initiated 199 disciplinary proceedings against judges and the Chancellor of Justice 466 (out of which 356 complaints, 80 disciplinary proceedings initiated after randomly checking criminal judgments and 30 notifications from the police and the courts of appeal to the Chancellor of Justice regarding suspected criminal offences committed by judges). The category 'criminal offence' includes notifications from the police and the courts of appeal to the Chancellor of Justice regarding suspected criminal offences committed by judges. The category 'other' includes all the other cases for which exact data on which grounds they were initiated is not available.

The Parliamentary Ombudsman initiated 47 disciplinary proceedings against prosecutors , The Chancellor of Justice 101 and the Office of the Prosecutor General 37.

**145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :**

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (total 1 à 10)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Réprimande</b>	41 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Suspension</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Retrait d'une affaire</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Amende</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Diminution de salaire temporaire</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>6. Rétrogradation de poste</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>7. Mutation géographique dans un autre tribunal</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>8. Démission</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>9. Autre</b>	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>10. Révocation</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. The Parliamentary Ombudsman pronounced 11 sanctions against judges and the Chancellor of Justice 36.

The Parliamentary Ombudsman pronounced 4 sanctions against prosecutors, the Chancellor of Justice 3 and the Office of the Prosecutor General 5.

**E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :**

Sources : The Ministry of Justice, the Office of the Chancellor of Justice Office, the Office of the Parliamentary Ombudsman and the Office of the Prosecutor General.

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

##### 146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	3 965 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires In 2018, the total number of 3965 lawyers includes 2143 attorneys-at-law, 1603 licensed legal counsels and 219 public legal aid lawyers. These lawyers can represent a client in court. The title of attorney-at-law is protected by law and can only be used by lawyers accepted into the Finnish Bar Association.

In addition, in-house lawyers can represent their company in court. Lawyers working for trade unions can represent a client in a district court and in the Labour Court in disputes regarding employment relationship. Lawyers working for public authorities can represent the public authority in court. The total number of these in-house lawyers, trade union lawyers and lawyers working for public authorities is not available.

##### 147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non ( X )

Commentaires

##### 148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[ ]

NA

NAP

Commentaires The exact number of legal advisors who cannot represent their clients in court is not available.

##### 149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[ ]	[ ]	[ ]
Affaires de licenciement	[ ]	[ ]	[ ]
Affaires pénales - Défendeur	[ ]	[ ]	[ ]
Affaires pénales - Victime	[ ]	[ ]	[ ]
Affaires administratives	[ ]	[ ]	[ ]

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : Lawyers do not have a monopoly on legal representation. It is not mandatory to have a lawyer to represent you in court but one can represent himself/herself.

**149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :**

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
<b>Organisme de la société civile</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Membre de la famille</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Personne concernée elle-même</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Syndicat</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autres</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : It is not mandatory to have a lawyer to represent you in court but one can represent himself/herself. Attorneys-at-law, licensed legal counsels and public legal aid lawyers can represent a client in court. In addition, in-house lawyers can represent their company in court. Lawyers working for trade unions can represent a client in a district court and in the Labour Court in disputes regarding employment relationship. Lawyers working for public authorities can represent the public authority in court.

**149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?**

- [ ] Activité notariale
- [ X ] Arbitrage/médiation
- [ X ] Mandataire
- [ X ] Syndic de copropriété
- [ X ] Agent immobilier
- [ X ] Autres (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?**

- [ X ] Avocat indépendant
- [ X ] Avocat salarié
- [ X ] Avocat d'entreprise

Commentaires

**150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :**

- [ X ] un barreau national
- [ ] un barreau régional



[ ] un barreau local

Commentaires

**151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?**

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

**152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?**

Oui

Non

Commentaires

**153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :**

Sources : The Ministry of Justice and the statistics of the Finnish Bar Association, the Licenced Legal Counsel Board and the Finnish Lawyers Association.

**6.1.2.Exercice de la profession**

**154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?**

Oui

Non

Commentaires

**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

### 6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires

#### 157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

#### 158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : Professional and ethical standards for the licenced legal counsels are in the Act on Licenced Legal Counsels.

Commentaires

#### 159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

#### 160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires The Disciplinary Board of the Finnish Bar Association

#### 161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	615 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>2. Insuffisance professionnelle</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Délit pénal</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

## 162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
<b>Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)</b>	159 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Réprimande</b>	136 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Suspension</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Retrait d'une affaire</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Amende</b>	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Autre</b>	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Most of the initiated disciplinary proceedings do not call for any action.

Accordingly, there is a considerable difference between the number of initiated disciplinary proceedings and the number of sanctions. The sanctions include an admonishment, a warning, a fine, disbarring from the Finnish Bar Association and cancelling the licence of a licensed legal counsel. Lawyers can appeal the decision at the Helsinki Court of Appeal.

Category '1 Reprimand' includes 93 admonishments and 43 warnings. Category '4 Other' includes 3 disbarments and 7 cancellations of the licence of a licensed legal counsel.

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

### 7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

#### 7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?**

[ ] Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

[ ] Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

[ X ] Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

**163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

**164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?**

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Affaires familiales	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Affaires administratives	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Affaires pénales	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Affaires liées aux consommateurs	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaires

**165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires

**167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:**

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
<b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>	1 671 [ ] NA [ ] NAP	2 206 [ ] NA [ ] NAP	1 566 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles et commerciales</b>	505 [ ] NA [ ] NAP	746 [ ] NA [ ] NAP	570 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires familiales</b>	1 034 [ ] NA [ ] NAP	1 260 [ ] NA [ ] NAP	842 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	132 [ ] NA [ ] NAP	200 [ ] NA [ ] NAP	154 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Affaires pénales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>6. Affaires liées aux consommateurs</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : The number of finished court-related mediations includes cases in which the mediation has started before 2018 and which have been concluded 2018.

**168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?**

[ X ] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[ X ] l'arbitrage

[ X ] la conciliation (si différente de la médiation)

[ X ] d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : .....

**G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :**

Source : The Ministry of Justice.

**8.Exécution des décisions de justice**

**8.1.Exécution des décisions en matière civile**

**8.1.1.Fonctionnement**

**169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**170. Nombre d'agents d'exécution**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	589 [ ] NA	317 [ ] NA	272 [ ] NA

Commentaires

**171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :**

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) :

**171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

**171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :**

Option
--------

<b>Saisie des biens meubles corporels</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Saisie des immeubles</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Saisies des rémunérations</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Saisies des véhicules terrestres à moteur</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Mesures d'expulsion</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Vente forcée par adjudication publique des biens saisis</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP
<b>Autres</b>	( X ) Oui avec monopole ( ) Oui sans monopole ( ) Non [ ] NAP

Commentaires Other proceedings:

- Enforcement of child visiting rights (right of a child to visit a parent).
- Empowered to pass over of artificial arrangements (a plea that property belongs to a third party does not prevent the attachment of the property if: 1) it is observed that the position of the third party is based on a financial or other arrangement that has been given a legal form that does not correspond to the actual nature or purpose of the matter, taking into consideration the powers available to the debtor comparable to the authority as owner, measures comparable to those of an owner, the benefits received by the debtor from the arrangement and the other corresponding factors, and 2) such a legal form is apparently being used to avoid enforcement or to retain the property beyond the reach of the creditors, and 3) the applicant's receivable shall probably not otherwise be collected from the debtor within a reasonable time.
- Freezing of assets at an early stage of criminal proceedings in collaboration with the police and Customs.
- Enforcement of the EU and UN sanctions.

### **171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?**

- [ X ] Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- [ ] Recouvrement de créances
- [ X ] Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires

- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires Other activities: enforced collection of tax debts

**172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?**

- Oui
- Non

Commentaires

**172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :**

- une instance nationale
- une instance régionale
- une instance locale
- NAP

Commentaires

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?**

- Oui
- Non



**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui

Non

Commentaires Enforcement fees are promptly regulated by the legislation.

**H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :**

Source : Annual Nationwide Enforcement Statistics and data from the Human Resources Unit.

**8.1.2.Efficacité des services d'exécution**

**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :The Finnish National Administrative Office for Enforcement, the Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman

Commentaires "Other": The Finnish National Administrative Office for Enforcement, the Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman

**179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? Annual negotiations between the local enforcement authorities and the National Administrative Office for Enforcement take place as a part of the method called 'Management by results'. The quality standards are defined in the course of negotiations. The main standards used are the length of proceedings and the efficiency of the special collecting (e.g. tracing of the benefit proceeds of crime).Targets defined for the long term are for example the reduction of the number of debtors and the reduction of the collection charges. Unfortunately, the annual report has not been published in English since 2014. For the annual report of 2014 please see the link:[https://valtakunnanvoudinvirasto.fi/material/attachments/vvv2/vvvlitteen/englishpublications/dqEv5oEGF/Annual\\_Report\\_2014\\_Finnish\\_Enforcement\\_Authority.pdf](https://valtakunnanvoudinvirasto.fi/material/attachments/vvv2/vvvlitteen/englishpublications/dqEv5oEGF/Annual_Report_2014_Finnish_Enforcement_Authority.pdf)

**180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?**

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :The Finnish National Administrative Office for Enforcement

Commentaires

**181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Legal Unit of the Finnish National Administrative Office for Enforcement handles complaints and citizens' letters concerning the activities of the enforcement authorities and claims for damages. How the enforcement procedure is conducted is also monitored by following the data in the Nationwide Enforcement Register and statistical data.

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?  
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

autre (veuillez préciser) :harsh behaviour

Commentaires

**184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

	Existence du système
pour les affaires civiles	( X ) Oui ( ) Non
pour les affaires administratives	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires

**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

- ( ) entre 1 et 5 jours  
 ( ) entre 6 et 10 jours  
 ( ) entre 11 et 30 jours  
 ( ) plus (veuillez préciser) : .....  
 NA

Commentaires Location of a court and enforcing court decisions by the enforcement authority are separate issues in Finland. Nowadays most enforcement requests are submitted online. When the enforcement request has arrived to the enforcement authority, a notification is sent to the debtor indicating the debt that is to be collected and informing the debtor of all other details.

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	292 [ ] NA [ ] NAP
1. Pour faute déontologique	[ X ] NA [ ] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	[ X ] NA [ ] NAP
3. Pour délit pénal	[ X ] NA [ ] NAP
4. Autre	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The number of disciplinary proceedings initiated in 2018 was in total 292 including the Chancellor of Justice 65 cases, the Parliamentary Ombudsman 151 cases and the National Administrative Office for Enforcement: 76 cases out of which 46 were for breach of professional ethics which includes complaints concerning the activities of the enforcement authorities and 30 claims for compensation for damage.

**188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :**

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	36 [ ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	20 [ ] NA [ ] NAP
2. Suspension	[ X ] NA [ ] NAP
3. Retrait d'une affaire	[ X ] NA [ ] NAP
4. Amende	[ X ] NA [ ] NAP
5. Autre	10 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : The number of sanctions pronounced against enforcement agents in 2018 was in total 36 including the Chancellor of Justice 1 sanction, the Parliamentary Ombudsman 14 sanctions and the National Administrative Office for Enforcement 21 sanctions out of which in 11 reprimands and 10 cases in which compensation for damages was paid. Most of the disciplinary proceedings do not result in any action. In most of the cases, no action is taken because the activities of the enforcement authorities are not found to be incorrect.

## H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Statistical data administrated by the Finnish National Administrative Office for Enforcement.

## 8.2.Exécution des décisions pénales

### 8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

#### 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- [ ] Juge  
 [ ] Procureur  
 [ X ] Services pénitentiaire et de probation  
 [ ] Autre autorité (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

#### 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- ( X ) Oui

( ) Non

Commentaires There are no recent in-depth studies on recovery rates but statistical information about recovery rates is available from the Legal Register Centre.

### 191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question : The Ministry of Justice.

## 9. Notaires

### 9.1. Profession de notaire

#### 9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
<b>TOTAL (1+2+3+4)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Professionnels nommés par l'Etat</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Fonctionnaires</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

#### 192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser): .....

Commentaires A public notary must have a Master of Laws degree completed in Finland.

#### 192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel

## de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :68

non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

## 194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :A public notary handles for example protests of bills of exchange, the opening and closing of safe-deposit boxes as well as the monitoring of lotteries.

Commentaires "Other": A public notary handles for example protests of bills of exchange, the opening and closing of safe-deposit boxes as well as the monitoring of lotteries.

## 194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) : .....

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

## 194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

Transaction immobilière

Droit de la famille

Droit des successions

Droit des sociétés

Contrôle de la régularité des jeux de hasard

Autres

Commentaires

## 194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

Dans l'élaboration d'instruments authentiques

Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)

Pour d'autres activités (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?**

Oui

Non

Commentaires

**196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?**

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :The Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman

Commentaires Other: The Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman

**196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?**

Oui

Non

Commentaires

**II. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:**

Sources : The Ministry of Justice

**10. Interprètes judiciaires**

**10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire**

**10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires**

**197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?**

Oui

Non

Commentaires

**198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?**

Oui

( ) Non

Commentaires

**199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :**

[ ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

**200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

**201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?**

[ ] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[ X ] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[ ] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection .....

Commentaires

**J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199**

Sources : The Ministry of Justice

---

**11. Experts judiciaires**

**11.1. Profession d'expert judiciaire**

**11.1.1. Statuts des experts judiciaires**

**202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):**

[ X ] experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

[ X ] experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

[ ] «Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

[ ] Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires



**202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

**202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?**

- Le Ministère de la Justice
- Les tribunaux
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaires No one as judicial experts are not registered.

**202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?**

- Oui, pour combien de temps .....
- Non

Commentaires

**203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

**203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?**

	Obligation de formation
<b>Formation initiale</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Formation continue</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

**203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :**

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

**204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?**

- Oui
- Non

**204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?**

- ( ) Oui
- ( X ) Non

**205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

**205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?**

- After hearing the expert in the court, the court asks the expert how much remuneration he or she is asking. The court then asks if the parties agree to pay the asked fee and usually they do. If there is a dispute on the fee, the court decides what is a reasonable amount.

**206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?**

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge :

**206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties**

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	[ X ] NA [ ] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	[ X ] NA [ ] NAP
2. Affaires administratives	[ X ] NA [ ] NAP
3. Affaires pénales	[ X ] NA [ ] NAP

4. Autre affaires

NA

NAP

Commentaires

**207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?**

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection .....

Commentaires

**207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?**

Oui

Non

Commentaires

**K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205**

Sources : The Ministry of Justice.

**12. Les réformes dans le système judiciaire**

**12.1. Réformes envisagées**

**12.1.1. Réformes**

**208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:**

1. Programmes de réforme généraux -

2. Budget -

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du

nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) As of 1 January 2019, the district courts were be centralised by decreasing the number of the courts from 27 to 20. A court can have more than one office. The number of the district courts' offices was be reduced from 57 to 36 offices.

As of 1 September 2019, undisputed civil cases (for example debt collection, unpaid rents, other small debts and eviction cases) which are handled and decided in summary proceedings will be centralised from all 20 district courts to nine district courts.

A structural reform of the Prosecution Service has been done. In May 2016, the Ministry of Justice appointed a working group to prepare necessary provisions for a structural reform of the Prosecution service in Finland. A working group was established for a period ending at the end of the year 2017. The working group consisted of members from the Ministry of Justice, the Office of the Prosecutor General and representatives of the Prosecutors' Association. The main goal for the project was that the Prosecution Service becomes one national office divided into five regional units instead of being divided into 11 separate prosecutors' offices. This reform will enable the Prosecutor General to supervise more consistently the unity of the prosecution practices in Finland which is the base for due process and the equality of citizens. It will also make easier to centralize administrative functions as well as some criminal proceedings. The number of prosecutors or assistants is not reduced in this reform and it does not affect the powers of the prosecutors. The working group finished its work and delivered its report to the Ministry of Justice in June 2017. The new Act on Prosecution Service was accepted in November 2018 and it will come into effect as of 1 of October 2019.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire The organisation of legal aid offices has been renewed recently. Since 1 October 2016, legal aid services have been organised into six legal aid and public guardianship districts which function as agencies. In this structural reform, the responsibility for administrative tasks of the legal aid offices was centralised so that the administrative staff working at the districts attend to them instead of the staff of the legal aid offices. The Ministry of Justice is assessing whether it would be feasible to further centralise administrative tasks performed by the legal aid and public guardianship districts to a single administrative unit of a national legal aid and public guardianship agency. Furthermore, the Ministry of Justice is assessing whether some of the tasks related to the substance of legal aid could be performed or directed at national level.

As of 1 January 2019, the state legal aid offices provide financial and debt counselling services. A person may turn to any legal aid office irrespective of his or her municipality of residence. It is also possible to receive counselling services as a remote service. The services are provided free of charge. Financial and debt counsellors can assist in reviewing the person's overall financial situation, planning finances and drawing up debt settlement proposals for creditors. A counsellor may also be present at settlement negotiations conducted with creditors. Financial and debt counselling services provide assistance in applying for debt adjustment at the district court and in drawing up a payment schedule and other necessary reports and documents. Legal counselling has been developed into a more customer-oriented service that is easier to use. Legal advice may be requested at a legal aid office anonymously through an electronic chat service. It has been possible to apply for legal aid online since 2010. A meeting or a telephone appointment with a legal aid office may also be booked online. Remote services will be used more extensively especially in situations where a legal aid office is disqualified from handling a case and where the realisation of the linguistic rights of a client so require. If a legal aid office cannot provide a service, the client may be provided legal aid as a remote service from another legal aid office. Moreover, the staff of a legal aid office may be contacted through a remote connection from a home computer or a joint service point or through a mobile device.

4. Conseil supérieur de la magistrature The National Courts Administration will be established as of 1.1.2020. The objectives of the reform are among others to emphasise the independence of the courts and impartiality of the judiciary and clarify and make the judicial governance more effective, helping the courts to focus on their key functions instead of administration. The central administration of the courts will be transferred from the Ministry of Justice to the National Courts Administration. The National Courts Administration is an independent agency and will be in charge of for example the budget, premises, ICT and training of the

courts and establishment of judge and other personnel positions at the courts. The National Courts Administration will serve the entire court system. The Ministry of Justice will continue to be responsible for the government-level tasks concerning the court system, such as the strategic and financial steering and drafting legislation.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. -

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération A reformed Act on Administrative Judicial Procedure will come into force as of 1 January 2020. Purpose of the Administrative Law Reform was to clarify regulations on administrative procedure by making it more informative and precise.

Preparation of Arbitration Act reform is in progress at the Ministry of Justice. This reform aims to modernize current legislation on arbitration.

Preparation of reform regarding sexual offences legislation is in progress at the Ministry of Justice. This reform aims to modernize legislation on sexual offences.

A project on video recording of witness statements in the district courts and watching the recordings instead of re-hearing the witnesses in the courts of appeal is in progress at the Ministry of Justice.

7. Exécution des décisions de justice The organisation of Finnish Enforcement Authority is currently being reformed. Work tasks are centralized. Citizens' access to digital customer service is improved and work tasks are automated while all information is converted to digital format.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges -

9. Lutte contre la criminalité -

9.1 Système pénitentiaire -

## 9.2 La justice adaptée aux enfants -

## 9.3 La violence entre partenaires -

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication As of 1 September 2019, it will be mandatory to submit the applications for summons in undisputed civil cases via electronic services and only private individuals representing themselves can submit their applications for summons in person, by post or by e-mail.

As of 1 April 2019, the authorities must offer citizens/companies an opportunity to submit electronic messages and documents using digital services or other electronic means of data transmission. If the authorities send messages or documents electronically, they must offer citizens/companies the opportunity to use an electronic messaging service or other adequately secure electronic data transfer method to receive these messages or documents. The Population Register Center has developed a portal for citizens through which all e-government services are available (suomi.fi).

There are two large IT development projects in progress called the AIPA project and the HAIPA project. The purpose of the AIPA project is to provide the prosecutors offices and the courts with an information system that streamlines the processes of document management, allowing cross-administrative e-cooperation with other authorities. The task of the project is to develop new case and document management systems for the prosecution offices and the general courts. For the purpose of managing cases and documents, a so called data bank is available to pre-trial investigation authority for electronic pre-trial material, and producing and managing case file. All authorities and parties will be able to Access the material. the AIPA project is in progress and will be completed in November 2021.

The purpose of the HAIPA project is similar to the AIPA project: to implement an integrated information system for the administrative courts and the special courts to enhance and streamline operational management processes supporting new working methods. HAIPA will be completed at the end of the year 2020.

There are also projects regarding artificial intelligence in progress. The ANOPPI project led by the Ministry of Justice will implement two language technology-based artificial intelligence tools for automatic anonymisation and content description of court decisions and other official decisions issued by authorities. With the assistance of the new applications, the electronic availability of documents can be improved, for example for the purposes of decision-making and research.

In addition, there is an information platform project that develops new ways of producing reports and statistics integrated into case management systems to develop statistics. The project also decides on the organization of statistical production. The project will be completed at the end of the year 2020.

## 11. Autres -